

Commentaire

(dv) - Est-il sectaire ou idéologique que d'affirmer qu'il y a une politique d'éducation de gauche et une de droite? Ou, pour utiliser des termes qui conviendront mieux à certain-e-s, des réformes scolaires progressistes et d'autres rétrogrades? N'en déplaise à celles et ceux que les clivages politiques horripilent en raison d'un prétendu archaïsme, l'éducation s'inscrit aussi dans un contexte politico-économique. Après tout, s'il est un sujet qui a vu s'exacerber les tensions idéologiques, c'est justement l'école. Ce fut le cas dans notre pays en 1912, lorsqu'une majorité parlementaire progressiste instaura l'obligation scolaire, au grand dam des cléricaux. Et que dire de la tentative du gouvernement social-libéral de Gaston Thorn - le seul d'après-guerre sans le CSV - d'introduire le tronc commun et de la violence avec laquelle ce projet fut combattu par la droite? Si la bourgeoisie souhaitait réserver l'instruction à sa propre progéniture, le mouvement ouvrier aspirait à une démocratisation de l'enseignement, à sa gratuité et à un rallongement de la scolarité obligatoire. Question d'émancipation de classe évidemment, mais aussi question de pouvoir, de domination. Avec le temps évidemment, les enjeux prennent d'autres formes. La remise en cause de l'universalité de l'école n'est peut-être plus aussi flagrante, mais elle s'insinue à travers d'autres voies. En jouant sur les filières par exemple, qui peuvent sélectionner plus ou moins précocement et aiguiller les élèves sur des voies académiques pour les uns ou artisanales pour les autres. A défaut de libérer des moyens conséquents pour soutenir les élèves issus des couches populaires, on reproduit les inégalités. Certes, il n'y a pas de sot métier, mais encore faut-il que l'école permette à chacun de choisir sa voie en-dehors des déterminismes sociaux.

Indéniablement, la politique éducative reflète des choix de société. L'école doit-elle instruire et émanciper les individus, leur fournir tout l'outillage nécessaire pour appréhender le monde dans lequel ils vivent, bref, les rendre autonomes et critiques? Ou doit-elle se borner à les former? Il ne s'agit évidemment pas de sous-estimer cette dernière composante de l'éducation. On ne peut vivre que de poésie et de connaissances historiques. Mais l'équilibre entre l'utilitaire et le savoir "gratuit" relève du choix de société. Ainsi pour la gauche, l'école doit permettre à chacun-e de ne pas se perdre dans sa vie professionnelle. Elle ne doit surtout pas devenir le principal argument de résorption des problèmes liés au marché du travail. Cet argument induit en effet que l'organisation socio-économique de nos sociétés ne serait pas en cause, et que, finalement, si un tel ne trouve pas d'emploi, c'est faute d'avoir pu bénéficier d'une formation adéquate. D'un autre côté, il ne faut pas tomber dans l'écueil de penser que notre système d'éducation serait parfait. C'est loin d'être le cas. Mais il ne faut pas s'interdire d'envisager la politique d'éducation dans le contexte d'un projet de société. L'on peut se demander s'il est vraiment préférable de vivre dans un monde dicté par une concurrence effrénée, où chacun ne vit que pour son travail, tout en réfléchissant "tout au long de sa vie" à la prochaine formation dans laquelle il s'inscrira. Voilà pourquoi il est nécessaire de soutenir des réformes scolaires qui tirent l'individu et le futur citoyen vers le haut, aussi bien au niveau de son esprit critique, que de ses connaissances et compétences. Reste à savoir si cela est bien possible sans mise en cause du modèle de société actuel.

INTERVIEW

"La gauche veut un peuple intelligent"



Figure de proue de la gauche luxembourgeoise, André Hoffmann enseigne depuis 37 ans l'allemand et la philosophie. A ses yeux, il existe bel et bien une politique de l'éducation de gauche.

woxx: Peut-on parler d'une politique de l'éducation progressiste d'une part et d'une politique de l'éducation conservatrice ou rétrograde d'autre part?

André Hoffmann: Il y a certainement une différence entre une politique de l'école du progrès, donc de gauche et une politique conservatrice, donc de droite. Une politique éducative de gauche doit se reconnaître à ses finalités. Car il est indispensable de débattre des finalités de l'enseignement, avant d'aborder les questions des méthodes, des structures et des contenus. Or, c'est souvent le contraire qui se passe, aussi bien au Luxembourg que dans d'autres pays. Prenons l'exemple du tronc commun ou de la "Gesamtschule": c'est à juste titre une revendication de gauche. Mais encore faut-il que cette structure puisse vraiment satisfaire aux exigences des finalités progressistes.

Et selon quels critères peut-on les différencier?

Je distinguerais trois critères pour définir une politique d'éducation de gauche. Premièrement, l'école devrait contribuer à réduire les inégalités sociales et non pas à les reproduire, voire les aggraver, comme dans notre pays. Le second critère serait d'assurer le plus haut niveau d'éducation possible pour le plus grand nombre. Pour le dire d'une manière simple: la gauche doit vouloir un peuple intelligent. A ne pas confondre avec la stratégie de Lisbonne, qui soumet l'éducation aux intérêts économiques. Le troisième critère, c'est celui de l'épanouissement individuel, du développement autonome de la personnalité, compétence critique incluse, donc la capacité de mettre en question des affirmations, des opinions, des idéologies. Mais j'ajoute trois réserves à ces trois critères. Il ne faut jamais oublier

que l'école est liée à un environnement social et économique qui l'influence fortement. L'école à elle seule n'est pas capable de transformer fondamentalement la société. Ensuite, il faut toujours comparer la théorie à la pratique, donc voir dans quelle mesure les affirmations politiques correspondent à la réalité. Enfin, les objectifs ambitieux exigent des ressources importantes. Je voudrais souligner aussi qu'une politique de l'éducation ne peut pas se borner à des projets ponctuels. Des projets pilotes, fussent-ils fertiles, ne constituent pas encore une politique de l'éducation.

C'est justement un débat qui divise les enseignants progressistes, notamment au sein des syndicats. D'un côté, en gros, ceux qui soutiennent des projets de réforme "alternatifs", de l'autre ceux qui lui préfèrent une école "républicaine", inspirée de Jules Ferry.

L'école ne doit pas forcément être uniforme. Mais la politique de l'éducation doit être globalement cohérente, elle doit surtout poursuivre les mêmes objectifs, éventuellement avec des méthodes différentes.

Aller à l'école peut-il faire plaisir?

Aller à l'école peut et doit même faire plaisir. Mais le plaisir et l'effort ne se contredisent pas. Sur ce point, je suis peut-être aussi "conservateur" que l'était Brecht: l'éducation et le savoir nécessitent un certain effort. Si l'on définit le plaisir comme l'absence d'effort, alors nous risquons d'aller vers l'échec. D'ailleurs, l'école n'est pas le seul lieu où le plaisir peut se joindre à l'effort éducatif. De même que l'éducation dépasse le domaine de l'école: elle concerne aussi la politique culturelle et sociale.

L'école est souvent accusée de ne pas offrir des formations qui correspondent aux besoins du monde du travail. Doit-elle s'adapter aux exigences du marché de l'emploi?

L'école a certainement la mission de former à la vie professionnelle. Mais cela ne peut pas signifier une adaptation constante aux besoins du marché. De toute façon, les besoins en "know-how" de l'économie évoluent si rapidement que l'école sera toujours en retard. L'école doit surtout préparer les élèves à disposer des capacités qui leur facilitent l'acquisition de nouvelles connaissances. D'un point de vue de gauche, l'idée de subordonner l'éducation aux intérêts de l'économie n'est pas acceptable. C'est une manière de réduire l'être humain à une bête de travail et de négliger ses autres facultés. C'est pourtant aussi l'approche étroitement économiste qui a marqué à l'origine la conception de l'université du Luxembourg.

Les syndicats aussi se plaignent que l'école ne fournit pas aux jeunes une formation adéquate.

Ce qui est un vrai scandale, c'est le nombre de jeunes qui quittent l'école sans formation accomplie. Ce sont ceux-là qui ont le plus de difficultés à trouver un emploi. Dans une société aussi développée que la nôtre, chaque jeune devrait acquérir une formation certifiée. Ce qui exigerait des ressources très importantes en matière de personnel, d'équipement, notamment pour soutenir les enfants défavorisés au départ. Or, rien qu'à voir ce qui se passe au "régime préparatoire", on est loin du compte! Sur cette question de l'adaptation au marché du travail, il ne faut pas oublier que notre marché du travail n'est pas national, mais qu'il compte en tout deux à trois millions de personnes actives dans l'ensemble des régions frontalières. Cela offre au patronat une grande marge de sélection.

Que vous a inspiré l'étude PISA, lors de sa première édition?

Je ne peux pas juger du caractère scientifique de l'étude qui a fait débat. Deux choses ont attiré mon attention. D'abord, les conclusions de l'enquête sur la reproduction des inégalités sociales. Une autre conclusion de l'enquête est confirmée par mon expérience d'enseignant. Nos élèves éprouvent de grandes difficultés d'appréhender de manière autonome un texte ou un exercice mathématique. J'en déduis qu'il faut probablement bien moins bombarder les élèves d'informations atomisées à reproduire, mais mettre l'accent sur des méthodes qui permettent aux élèves de travailler de manière plus autonome au lieu de se contenter d'ingurgiter le savoir.

Lors des discussions sur la modification de la tâche de l'enseignant, on avait l'impression que les syndicats se bornaient surtout à défendre leurs intérêts corporatistes. Est-ce un recul social que de vouloir réformer la tâche des enseignants?

Le problème, c'est la manière dont la ministre s'est attelée au dossier. On n'a plus discuté de politique éducative, mais de la tâche de l'enseignant: une heure de plus, une heure de moins... Il faut d'ailleurs replacer ces négociations dans le contexte politique général: attaques contre l'indexation des salaires, rigueur budgétaire etc... Les enseignants avaient donc l'impression, à mes yeux justifiée, qu'il ne s'agissait plus tellement de réforme dans l'intérêt des élèves, mais d'une banale question de coûts. Mais je pense aussi que les enseignants doivent absolument se manifester en matière de politique de l'éducation en-dehors du cadre syndical. Dans les années soixante-dix, un "Cercle de liaison des enseignants critiques" avait réussi à stimuler fortement un débat ouvert sur l'école - tout en parvenant à réunir les syndicats autour de la table de discussion. Aujourd'hui, il existe quelques tentatives du même genre: le pôle pour une école démocratique ou le GLEN "Groupe luxembourgeois d'éducation nouvelle", ndlr. Il faudrait absolument relancer le débat parmi les enseignants - et avec tous les autres acteurs concernés par la politique de l'éducation.

Entretien: David Wagner

En quelques mots

L'école n'est pas une inconnue pour cet ancien député de "déi Lénk". Assermenté professeur en 1970, il a été l'un des principaux animateurs du Cercle de liaison des enseignants critiques dans les années 70, après avoir fait ses premières armes de militant au sein du syndicalisme étudiant.